

Affaires courantes

De toute évidence, le fait de passer de 10 ans à 20 ans ne va pas aider l'économie canadienne et ne va sûrement pas aider les Canadiens non plus.

L'IMMIGRATION

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): J'ai une pétition signée par un grand nombre de résidents de Surrey et dans laquelle on souligne que la catégorie de la famille et des parents aidés a toujours joué un rôle important relativement à l'immigration au Canada, compte tenu du fait que des parents au pays peuvent aider les immigrants à se trouver un emploi, à se loger et à se familiariser avec les langues et les coutumes canadiennes.

Les pétitionnaires font valoir que les propositions actuelles du gouvernement limiteraient beaucoup les possibilités d'obtention de visas de la part de personnes faisant partie de la catégorie de la famille et des parents aidés. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de changer ses priorités de façon que ceux qui font partie de la catégorie de la famille et des parents aidés soient intégrés au groupe du volet numéro un.

LE PROJET DE LOI C-91

M. Howard McCurdy (Windsor-Sainte-Claire): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir déposer à la Chambre une pétition signée par de nombreux Canadiens outrés que, avec le projet de loi C-22, le gouvernement ait d'abord porté atteinte à l'octroi obligatoire de licences qui garantissait des médicaments peu coûteux au Canada et furieux qu'il leur présente maintenant le projet de loi C-91.

En résumé, les pétitionnaires demandent le retrait du projet de loi C-91 et l'abrogation du projet de loi C-22.

Il me fait plaisir de présenter cette pétition, car mon parti et moi appuyons ce point de vue.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition signée par des électeurs de Raymore, dans ma circonscription.

Les pétitionnaires soulignent que les bureaux de poste sont la pierre angulaire de nombreuses localités rurales et ils exhortent le Parlement à soutenir le mode de vie rural au Canada en maintenant les bureaux de poste et les services postaux dans les milieux ruraux et en rejetant le programme conservateur qui prévoit des compressions et la suppression de ces services.

LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, j'ai quelques pétitions à présenter, dont l'une

qui est signée par un grand nombre de mes électeurs de Simcoe-Centre. Ces pétitionnaires pressent le Parlement de réviser les lois du Canada pour remplacer la Loi sur les jeunes contrevenants par une nouvelle loi sur les jeunes délinquants prévoyant un âge maximal plus bas, soit 13 ans.

«**FIER D'ÊTRE CANADIEN**»

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, la deuxième pétition dit qu'il convient d'inciter tous les Canadiens à être fiers de vivre dans un Canada indépendant, fort et uni. Les Canadiens sont un peuple réservé, qui cache souvent son patriotisme. Les clubs Kinsmen et Kinette du Canada ont donné à tous les Canadiens l'occasion de participer à la campagne Fier d'être Canadien, qui s'est déroulée pendant la célébration du 125^e anniversaire de la Confédération en 1992.

Par conséquent, nous, les soussignés, appuyons cette campagne, car elle est nous donne l'occasion d'honorer notre patrimoine et notre drapeau, de renforcer les liens entre tous les Canadiens pour l'avancement du Canada en tant que chef de file dans le monde et de promouvoir l'immense fierté d'être canadien.

Le président suppléant (M. DeBlois): Comme le veut le Règlement, le temps consacré aux pétitions est maintenant écoulé.

* * *

• (1530)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui aux questions n^{os} 348, 363, 370, 392, 394, 397 et 399.

[Texte]

Question n^o 348—**M. Young (Acadie-Bathurst):**

De 1985 à ce jour, a) combien de contrats de plus de 100 000 \$ ont été adjugés par le ministère des Approvisionnements et des Services à des entrepreneurs à titre de fournisseur unique et b) combien de contrats le ministère a-t-il adjugé en tout chaque année et quelle en était la valeur annuelle totale?

L'hon. Paul Wyatt Dick (ministre des Approvisionnements et Services): a) Depuis 1985, il y a eu 18 238 contrats de plus de 100 000 \$ qui ont été adjugés à des entrepreneurs à titre de fournisseur unique par Approvisionnements et Services Canada (ASC).